

Indonésie : répression des manifestations contre une offensive islamiste au Parlement

écrit par Jules Ferry | 25 septembre 2019



Photo : manifestation du Front de Défense islamique pour l'arrestation d'Ahok, l'ancien gouverneur de Jakarta, le 4 novembre 2016

Dans le pays musulman le plus peuplé au monde, la police a fait usage de gaz lacrymogènes ce mardi contre des étudiants qui manifestaient devant le Parlement indonésien à Jakarta, selon un journaliste de l'AFP, alors que plusieurs villes connaissent depuis deux jours une vague de protestations contre des lois renforçant le contrôle des islamistes et du gouvernement.

Des milliers d'étudiants sont descendus dans la rue avec bannières et pancartes dans plusieurs grandes villes d'Indonésie pour protester contre une révision du code pénal pilotée par les islamistes qui veulent instaurer la charia. La révision du code pénal, qui date de l'époque coloniale néerlandaise, est en discussion depuis plusieurs décennies. Elle avait déjà été repoussée l'an dernier.

Tour de vis islamique.

Les députés devaient débattre mardi d'une série de révisions drastiques du code pénal prévoyant notamment toute une série de restrictions en termes de mœurs : limitation de l'accès à la **contraception**, interdiction des **relations entre personnes de même sexe**, **autorisation implicite de la Charia** dans certaines régions, **interdiction de la vie en couple pour les non-mariés**, et donc **interdiction et criminalisation des relations sexuelles en dehors du mariage.**

Le nouveau code pénal prévoyait des peines de prison pour les relations sexuelles hors mariage ou entre personnes du même sexe .

Le fait de «montrer ou d'offrir» des moyens de contraception à des mineurs deviendrait illégal.

Le projet de texte prévoit aussi une **application plus large de la loi sur le blasphème.**



Dérive totalitaire.

Ce texte prévoyait aussi un durcissement des libertés publiques : par exemple, toute insulte au président deviendrait passible de trois ans de prison. D'où une vive inquiétude notamment pour la liberté de la presse.

Les efforts des groupes musulmans conservateurs pour durcir le code pénal sur les aspects de morale sexuelle ont été vivement critiqués par de nombreux citoyens de ce pays de 260 millions d'habitants.

Longtemps montrée en exemple pour la tolérance entre les différentes religions et cultures de l'archipel, l'Indonésie a pris un tournant plus conservateur sous l'influence de mouvements musulmans traditionalistes.



(Aïd)

Le tourisme menacé

Et c'est ce dernier point qui a déclenché la plus grosse controverse, pour une raison indirecte : l'impact prévisible sur le tourisme !

Le tourisme, c'est **6 % du produit intérieur brut** de l'Indonésie, avec **13 millions d'emplois à la clé**. Et un tiers de ce tourisme s'effectue sur l'île de **Bali** : six millions de touristes par an, en grande partie des **Australiens et des Chinois**.

Bali : beaucoup s'y rendent parce que cette île (à majorité hindouiste et non musulmane) est réputée assez tolérante en matière de mœurs.

L'affaire fait d'ailleurs grand bruit en Australie, où le gouvernement a déjà averti tous les voyageurs : attention, si le nouveau code pénal indonésien entre en vigueur, vous risquez jusqu'à un an de prison en cas de relations sexuelles sur place, que ce soit entre touristes, ou avec une ou un partenaire indonésien.

.
Or il se trouve que le gouvernement de Djakarta veut aussi développer le tourisme, et promet la création de l'équivalent de dix fois Bali. On voit la contradiction.

.
Cela explique en grande partie la marche arrière du pouvoir : examen du nouveau code pénal reporté.

.
La poussée du fondamentalisme musulman

C'est quand même un épisode révélateur de l'évolution de la société indonésienne. Le pays a longtemps été réputé pour son islam modéré, et sa tolérance. Mais **le fondamentalisme musulman progresse, sous l'influence du wahhabisme et du salafisme venus d'Arabie Saoudite.**

.
Et dans certaines régions, comme Aceh, la loi islamique règne, les relations homosexuelles et l'alcool sont interdits, **la lapidation autorisée.**

.
Même le président Widodo, qui est pourtant un libéral modéré, a fait campagne en avril dernier, lors de sa réélection, **aux côtés d'un prédicateur islamiste.**

La religion ou le tourisme, c'est un peu aujourd'hui le dilemme de l'Indonésie.

[Le Figaro/AFP](#)

[France info](#)

.
Lutte contre Daech : beaucoup de poudre aux yeux.

L'Indonésie a [pris des mesures drastiques](#) pour contrer le terrorisme, assistée de l'Australie et du Canada.

.

Mais est-ce suffisant pour éradiquer l'appel des sirènes islamistes ?

.
L'Indonésie est le [quatrième pays utilisateur d'Internet](#), élément que Daech a [parfaitement saisi](#). Le groupe terroriste utilise Facebook, Twitter et Telegram pour diffuser sa propagande et recruter à distance.

Le gouvernement a toujours été très actif pour faire la chasse aux homos ou voter une loi anti-pornographie. Concernant le sexe, il a pris des directives très strictes sur le web mais celui-ci reste relativement laxiste sur la diffusion de la propagande islamiste.

Une responsable de l'Institute for Policy Analysis of Conflict (IPAC) explique au cours d'une interview que le seul moyen pour freiner Daech serait de cibler les terroristes avant qu'ils ne quittent le territoire, au moment où ils sont les plus fragiles économiquement et pas encore totalement embrigadés.

.
En outre le gouvernement, s'il tente d'isoler les radicaux en prison, leur laisse une certaine liberté.

.
Le fait que l'idéologue radical Aman Abdurrahman, alors en prison, ait en 2014 diffusé un appel au meurtre contre les Américains sur le réseau Al Mustakbal, [soulève des questions](#) au sein de l'IPAC et de la communauté internationale.

« Certes les groupes islamistes violents sont montrés du doigt, mais les autorités locales sont également accusées de laxisme et d'inefficacité – lorsque ce n'est pas de complaisance », écrit [Christian Bernard](#) pour l'Institut Jacques Cartier.

.
Le [New York Times](#) explique que l'Indonésie est en fait « protégée du radicalisme grâce à l'incompétence des jihadistes et non à cause des lois qui entraveraient leur

pouvoir de nuisance ». Le quotidien explique par ailleurs les failles de la lutte antiterroriste, notamment le manque de recours juridique pour arrêter les personnes liées ou impliquées dans de futures attaques.

L'auteur de l'article, Sidney Jones, directeur de l'IPAC, dénonce l'accès à Internet des terroristes en prison, qui sont en contact avec des radicaux à l'extérieur continuant ainsi à répandre leur idéologie. Enfin, la déradicalisation mise en place par le gouvernement en essayant de réintégrer les anciens jihadistes dans la société est une menace selon elle.

Elle pointe du doigt **le retour de Syrie des femmes et des mineurs, qui ne sont pas suffisamment surveillés et dont l'objectif reste l'embrigadement [Ce qui attend la France ?].**

Le site [East Asia Forum](#) explique que rejoindre un groupe terroriste n'est pas illégal au regard de la loi indonésienne, « *tant qu'il n'y a pas d'arme ou de crime* ». Le site dénonce également le manque de communication entre les autorités et les services de renseignements.

Enfin, il met en garde le gouvernement, estimant que si la [lutte anti-terroriste](#) s'intensifie, elle aura [l'effet inverse](#) en incitant d'autres radicaux à faire le *jihad* par opposition et sentiment d'oppression.

<https://asialyst.com/fr/2017/07/11/10-idees-fausses-sur-islam-en-indonesie/>

Quelques articles RR :

[« L'islam, religion d'amour » : une Indonésienne fouettée pour avoir étreint l'homme qu'elle aime](#)

L'Indonésie musulmane refuse l'aide française : l'argent français est jeté par les fenêtres

Indonésie. Une famille attaque des églises chrétiennes : au moins 13 morts

Indonésie : battu sur la place publique pour avoir vendu de l'alcool